

A qui la faute ?

Exaspération, désespérance, dégoût, trahison, voici les termes qu'inspirent au monde du travail les politiques menées depuis 2012 par un gouvernement qui succédait déjà à de longues années de désastre et destructions sociales. Pourtant, alors qu'il le désignait comme l'ennemi, **le monde de la finance ne s'est jamais aussi bien porté depuis que le candidat Hollande est devenu président.**

Ainsi, bien que disposant de tous les leviers, le pouvoir en place n'a agi sur aucune des causes de la crise majeure du capitalisme en 2008 : au contraire, la spéculation sur **les dettes publiques qui ne sont pourtant que la prise en charge des dettes privées par la puissance publique** n'a jamais été aussi forte. Elle sert surtout de **prétexte aux politiques d'austérité** qui meurtrissent les populations, leurs services publics, droits sociaux et politiques, accroissent le chômage sans combattre l'inégale répartition des richesses. De sorte que tout est réuni pour une nouvelle crise majeure.

Pauvres toujours plus pauvres, défenseurs des droits réprimés, démocratie uniquement formelle, répression forte de la parole dissidente voire assassinat de jeunes militants comme Rémi Fraisse à Sivens. Le Medef applaudit. **Militarisme à l'extérieur, importation de la violence guerrière, état d'urgence à l'intérieur** : tout cela fait le **lit de l'extrême droite** dont le gouvernement réalise peu à peu le programme, ainsi de la déchéance de nationalité provoquant une surenchère dans l'extrémisme. Cette catastrophe était malheureusement prévisible en 2012 et le nouveau pouvoir avait la responsabilité de la conjurer en adoptant les politiques de justice sociales, économiques et fiscales indispensables. Et enclencher un renouveau économique fondé sur la sobriété énergétique et l'investissement écologique. Au lieu de cela, Hollande s'est immédiatement mis dans la roue du Medef et de la finance internationale dont il réalise le programme antisocial et profondément inégalitaire. Résultat le 6 décembre dernier : le FN est à 30 % des voix exprimées !

La finance, nouvel intérêt général ?

Pacte de compétitivité puis de responsabilité avec à la clé un crédit d'impôt compétitivité dépourvu de tout contrôle, signature sans renégociation du pacte budgétaire européen, politiques de **réduction des dépenses publiques conditionnant des réformes qui laminent les services publics** dans le seul but de supprimer l'emploi, ainsi de la réforme territoriale, politiques punitives à l'égard des chômeurs - ses jugé.e.s responsables de leur situation, contre-réformes fiscales rendant les finances publiques toujours plus inégalitaires et de

moins en moins redistributives alors que **rien n'est fait pour encadrer sérieusement les activités bancaires et lutter contre la fraude fiscale, destruction du code du travail** au travers de la prétendue loi sur la sécurisation de l'emploi aggravée par les dispositions de la loi Macron qui généralise entre autres le travail le dimanche et en soirée, **forte réduction des pouvoirs des représentants du personnel** par une «simplification» des instances représentatives du personnel (loi Rebsamen), loi sur le financement de la santé

qui aggrave encore plus les logiques de compétitivité, de rendement et de profitabilité dans la santé tout en réduisant les personnels, soutien inconditionnel au libre échange généralisé, au travers notamment du TAFTA, qui va aboutir à laminer protection sociale, services publics, acquis sociaux au nom de la prétendue « compétitivité » tout en obligeant la population à consommer gaz de schiste et autres OGM.... **La liste est longue des cadeaux à la finance et au patronat** et aux coups de poignard pour les 99 % restants soit les salarié.e.s, fonctionnaires, retraité.e.s, étudiant.e.s, chômeurs -ses auxquels on administre des politiques d'austérité qui laminent les salaires et conditions de vie, contribuent fortement à la précarité et au chômage, polluent et tuent la planète En résumé, **après avoir suscité l'espoir, c'est aux conditions de vie de la population que le pouvoir s'en prend et il voudrait qu'elle lui dise merci.**

Le FN , ultime recours du système ?

Le programme économique et social de ce parti est un non sens. Du moins en apparence, car il vise en réalité à préserver les rapports de domination économiques et sociaux à l'intérieur des frontières nationales. **Protectionniste vis-à-vis de l'étranger** conçu comme l'envahisseur venu profiter du système et **ultra libéral à l'intérieur et donc destructeur des services publics** : il ne vise pas à protéger la population mais les intérêts capitalistes « nationaux ». Ceux qui accaparent l'intégralité de la marge bénéficiaire et dégradent les conditions de vie de leurs salarié-e-s. Cela dans un cadre sécuritaire qui n'aura qu'une cible :



la contestation sociale, le syndicalisme de défense réelle des intérêts des salarié.e.s et de transformation sociale, les structures collectives à vocation citoyenne et de promotion de l'égalité et de l'intérêt général, bref le FN, c'est le règne de l'individualisme sectaire à l'égard de l'étranger, l'immigré, c'est le règne des uns contre les autres et obéir la capacité à vivre ensemble. Le FN, c'est l'**ennemi d'une société solidaire, de la diversité, de l'égalité, d'une plus juste répartition des richesses**, c'est l'allié de l'inégalité, de l'injustice. Pour s'en convaincre, il suffit de voir ses représentants à l'œuvre **dans les mairies conquises en 2014 : ce sont les pauvres qui casquent** avant tout ! C'est l'ultime recours du système pour imposer par la force la domination des classes sociales fortunées et de la finance. **C'est l'allié (objectif ?) du grand patronat, de Pierre Gattaz.**

Ré-éclenchons la dynamique sociale pour les contraindre au progrès !

Nous ne devons pas attendre du PS au pouvoir qu'il agisse. Nous devons l'y contraindre. Son bilan social est aussi un cataclysme car nous n'avons pas été nous aussi en capacité de l'empêcher de nuire. Dérive antisociale qui a placé le pire ennemi des salarié.e.s en tête des suffrages exprimés dans 6 régions sur 13 ! Et qui, pire, le voit appliquer le programme abject, notamment en matière migratoire, de son soit disant « ennemi ».

La reconquête et le progrès social, c'est à nous, par la conviction, le rapport de force et donc la mobilisation collective, de l'imposer. Sans quoi ce pourrait bien être la nuit noire pour tout le monde.